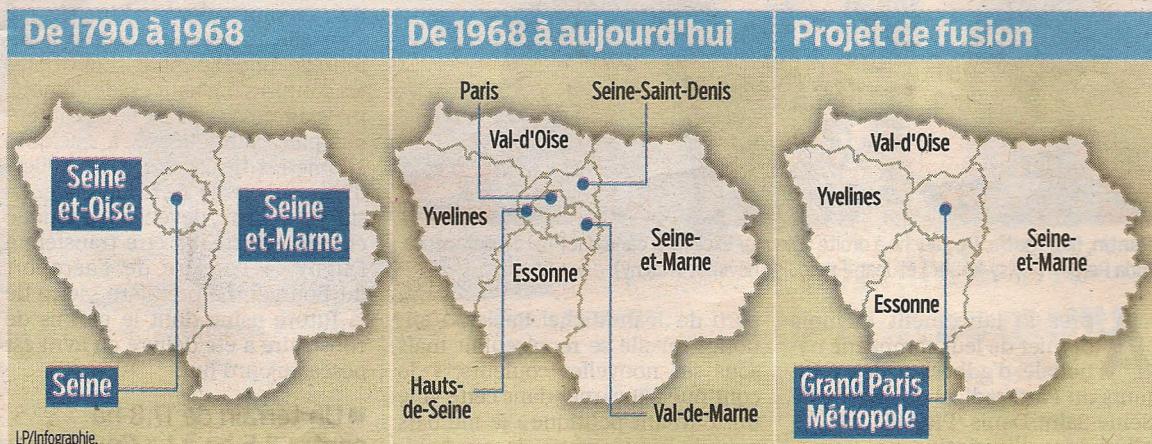


Et si Paris fusionnait avec la petite couronne ?

Des parlementaires proposent un super département regroupant Paris, les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne. Les présidents des conseils généraux sont peu enthousiastes.



LP/Infographie.

A près la révolution du super métro, le Grand Paris va-t-il connaître un big bang institutionnel ? Mardi, le sénateur UMP de Seine-Saint-Denis Philippe Dallier a déposé une proposition de loi pour fondre dans une collectivité unique de presque 7 millions d'habitants la ville de Paris et les départements de petite couronne (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne).

Une idée qui séduit de plus en plus, à gauche comme à droite. En début de semaine, le jeune député (PS) des Hauts-de-Seine Alexis Bachelay, corapporteur de la loi sur le Grand Paris, a proposé un périmètre similaire auquel des intercommunalités voisines pourraient adhérer.

Pourquoi maintenant ?

L'idée n'est pas nouvelle. Défendue l'an dernier par Claude Bartolone, le président (PS) de l'Assemblée nationale, elle ressurgit après le rejet par le Sénat, le 3 juin, du texte gouvernemental prévoyant de créer une « Métropole de Paris », nouvel échelon administratif de 10 millions d'habitants (sur les 12 millions de la région), s'appuyant sur de grosses intercommunalités. Avant l'examen du texte par les députés le 15 juillet, les discussions vont bon train à Matignon ou chez la ministre de la Décentralisation. « Soit le gou-

vernement reprend sa base de texte, soit il l'amende entre-temps », explique Alexis Bachelay. « Il y a une fenêtre de tir maintenant, martèle Philippe Dallier, qui a envoyé hier une lettre aux 144 maires de la petite couronne. Le gouvernement doit sortir des petits compromis et privilégier l'intérêt national. »

Pour quoi faire ?

« Efficacité », c'est le leitmotiv des partisans de la fusion Paris-petite couronne, notamment pour atteindre l'objectif de 70 000 constructions de logements par an dans la région, contre 40 000 à l'heure actuelle. Chargé des politiques sociales, de l'aménagement, de l'hébergement d'urgence, le nouvel ensemble mutualiserait les ressources pour réduire les inégalités entre un ouest riche et un est pauvre. En matière de transports en commun ou de développement économique, la région resterait en première ligne.

Qu'en pensent les intéressés ?

Les présidents des conseils généraux concernés sont peu enthousiastes. En Seine-Saint-Denis, Stéphane Troussel (PS), n'est pas opposé à la fusion « à terme » mais veut procéder « par étapes concrètes ». « C'est construire un monstre technocratique éloigné

des citoyens », tonne Christian Favier (PC) dans le Val-de-Marne. Son homologue UMP des Hauts-de-Seine, Patrick Devedjian, estime lui aussi que le département reste l'échelon de proximité le plus pertinent. A Paris, l'adjoint (PC) de Bertrand Delanoë, Pierre Mansat, multiplie les attaques : « une idée simpliste », « une institution Gargantua », « un retour en arrière » et un casse-tête « qui prendrait dix ans à réaliser ».

Quels autres scénarios ?

Sans surprise, le conseil régional rejette en bloc la fusion. Son président (PS) Jean-Paul Huchon n'a eu de cesse de répéter que l'échelon qui lui semblait le plus pertinent était celui de la région. Une fois n'est pas coutume il trouve une alliée en Valérie Pécresse. La chef de file régionale de l'UMP juge que « la fusion des huit départements serait la meilleure solution ». Même son de cloche pour Roger Karoutchi (UMP), dynamiteur du texte initial au Sénat : « Ne pas prendre la région dans son ensemble, c'est créer des citoyens de seconde zone » souligne-t-il. Selon Pierre Mansat, « il faut améliorer le texte initial. Mais la métropole ne peut se construire en dehors de ses aéroports, du plateau de Saclay ou de Marne-la-Vallée ».

JULIEN DUFFÉ
ET LOUIS MOULIN (AVEC B.S.)